

# BRÈVES SECTORIELLES

## Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres  
Du 17 au 21 juin 2024

## Le chiffre de la semaine

### LE CHIFFRE A RETENIR

# 12%

Selon le cabinet spécialisé New Automotive, c'est le surcoût moyen à l'achat d'un véhicule électrique par rapport à son équivalent thermique à essence au Royaume-Uni, un chiffre « bien inférieur à l'écart de 50 % fréquemment évoqué ».

## Energie-climat

**Les émissions de « scope 3 » devront désormais être prises en compte par les autorités locales dans leurs études environnementales préalables à l'autorisation de nouveaux projets de production d'énergie fossile**

Dans une [décision](#) qui fera sans doute référence prise à une majorité de 3 voix contre 2, la Haute Cour de Justice a jugé que les autorités locales chargées d'approuver les projets de production d'hydrocarbures devaient tenir compte des émissions futures liées à la consommation (émissions dites du « scope 3 ») dans le cadre de leurs études d'impact environnemental. En l'espèce, la requérante, Sarah Finch, militante écologiste, contestait la décision du *council* du Surrey de prolonger l'autorisation d'exploitation d'un puits de pétrole à Horse Will. Le *council* considérait que la décision de tenir compte ou non de ces émissions de « scope 3 » faisait partie de son pouvoir discrétionnaire. La Haute Cour de Justice a finalement donné raison à la requérante en jugeant que « les énergies fossiles

extraites avaient pour seule vocation à être consommées, rendant l'émission de gaz à effet de serre liés à leur combustion et leur contribution au réchauffement climatique inévitables ».

Cette décision devrait faire jurisprudence, notamment dans le cadre de recours en cours d'instance contre d'autres projets d'énergie fossile qui soulèvent la même question (champs pétroliers de Rosebank et de Jackdaw, mine de charbon de Whitehaven) et contraindre les autorités locales à systématiquement tenir compte des émissions de « scope 3 » dans leurs études d'impact environnemental. Si elle ne signifie pas que tous les nouveaux projets de production d'énergie fossile seront illégaux, elle rendra plus difficile leur approbation. La Haute Cour de Justice précise par ailleurs que cette décision se restreint aux énergies fossiles et qu'elle ne peut pas être transposée aux études environnementales liées à des projets de production d'autres matériaux fortement émissifs, comme l'acier, qui peuvent avoir des utilisations plus larges.

Cette décision n'épuise pas non plus la volonté des militants écologistes de former de nouveaux recours contre des projets de production d'énergie fossile pour d'autres motifs, à l'exemple du recours formé par l'ONG [Oceana UK](#) contre la décision de la ministre chargée de l'énergie d'accorder 82 nouveaux permis d'exploitation d'hydrocarbures en mer du Nord sans tenir compte des dégâts d'éventuelles fuites de pétrole ou de gaz sur la biodiversité marine, a fortiori dans les aires marines protégées.

## **Le parti travailliste se dit ouvert à l'étude d'un réalignement du marché carbone britannique sur le marché carbone européen**

Dans un article du [Financial Times](#), des cadres du parti travailliste, cités anonymement indiquent réfléchir aux voies d'un réalignement du marché carbone britannique sur le marché carbone européen, comme l'envisage l'accord de commerce et de coopération signé entre le Royaume-Uni et l'Union européenne. Cette volonté de coupler ces deux marchés carbone s'inscrit en outre dans la perspective de la mise en place d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières de part et d'autre de la Manche, dès 2026 au sein de l'UE et 2027 pour le Royaume-Uni, qui appelle à un accord entre les deux parties afin d'éviter d'alourdir la charge administrative des entreprises exportant des produits entre les deux juridictions.

## **Octopus va rembourser les 3 Md£ de fonds publics injectés par HM Treasury lors de la nationalisation temporaire du fournisseur d'énergie Bulb**

Le fournisseur d'énergie Octopus a confirmé au Financial Times qu'il comptait rembourser au Trésor britannique d'ici septembre 2024 les 3 Md£ de financements apportés sous différentes formes (fonds propres et dette) par le contribuable britannique dans le cadre de la nationalisation temporaire du fournisseur Bulb Energy. Ce dernier avait dû déclarer la cessation de ses activités en novembre 2021 dans le contexte de forte volatilité des prix de l'énergie, contraignant l'Etat à nationaliser temporairement l'entreprise, placée en *Special Administration Regime*, afin de continuer à assurer

l'approvisionnement des 1,5 millions de clients de Bulb. Le fournisseur avait été ensuite revendu à Octopus Energy. Même si ce versement était formellement prévu par l'accord passé entre Octopus et le Trésor lors de la vente du Bulb, il existait une incertitude quant à la capacité d'Octopus à assurer la viabilité de cette nouvelle activité.

## Environnement

### Rachel Reeves se dit ouverte à un accord avec l'UE sur la réglementation des produits chimiques

Dans une interview accordée au [Financial Times](#), la chancelière du cabinet fantôme, Rachel Reeves, a déclaré souhaiter améliorer les relations commerciales entre le Royaume-Uni et l'Union européenne si le Labour gagnait les élections générales prévues le 4 juillet, en rappelant toutefois que le parti ne comptait rejoindre ni l'UE, ni le marché unique, ni l'union douanière. Elle a notamment mentionné la possibilité de conclure un accord spécifique sur les produits chimiques, déclarant : « je ne crois pas que quiconque ait voté pour le Brexit car ils n'étaient pas satisfaits de voir le même régime de contrôle des produits chimiques s'appliquer partout en Europe ».

### Le Royaume-Uni fait partie des pays développés qui ne paient pas leur « juste » part pour restaurer la nature selon l'ODI

Les pays développés se sont engagés collectivement dans le cadre de l'accord de Kunming-Montreal à soutenir la restauration de la nature dans les pays en développement à hauteur de 20 milliards de dollars minimum par an d'ici 2025, puis 30 milliards minimum à partir de 2030. Selon le dernier [rapport](#) de l'*Overseas Development Institute* (ODI), seules la Norvège et la Suède paieraient leur « juste part », niveau calculé par le *think tank* en croisant plusieurs indicateurs (empreinte environnementale du pays au cours des 60 dernières années, capacité à payer mesurée par le PNB et taille de la population). La majorité des contributions des pays développés n'atteint pas 50 % de leur juste part, dont le Royaume-Uni qui ne contribue qu'à hauteur de 24 % de sa « juste part ». Par opposition, la France et l'Allemagne sont proches de tenir leur engagement théorique.

## Transports

### OXCCU, entreprise issue de l'université d'Oxford, lance une usine pilote de carburants d'aviation durable de synthèse

Le groupe britannique de chimie Px Group [a annoncé](#) que l'entreprise OXCCU, issue de l'Université d'Oxford, allait développer

sur son site de Saltend (Humber) un site capable de convertir le dioxyde de carbone et l'hydrogène vert en carburants aéronautiques durables (SAF) à partir de 2026.

Alimentée par du CO<sub>2</sub> biogène et des matières utilisées pour la production d'hydrogène vert, l'usine pilote devrait produire 200 litres de carburant d'aviation durable par jour. OXCCU indique que cette usine pilote serait une « première mondiale », utilisant un procédé d'hydrogénation directe du CO<sub>2</sub>, qui transforme directement le CO<sub>2</sub> en hydrocarbures avec un minimum de produits dérivés, simplifiant un processus comportant habituellement plusieurs étapes.

Px assurera la construction et l'exploitation de l'installation en vertu de son accord avec OXCCU. Le groupe est soutenu par Ara Partners, une société de capital-investissement spécialisée dans les investissements de décarbonisation, tandis que les investisseurs d'OXCCU comprennent United Airlines, Eni, Aramco Ventures et Trafigura.

Pour rappel, le gouvernement s'est engagé à construire au moins cinq usines commerciales de SAF au Royaume-Uni d'ici à 2025 et a présenté un projet de *SAF Mandate* exigeant que tous les vols décollant au Royaume-Uni s'assurent que 10 % de leur carburant provient de sources durables d'ici 2030.

## **Les véhicules électriques sont 12% plus chers à l'achat que les véhicules thermiques au R-U, selon New Automotive**

Le cabinet spécialisé dans les véhicules électriques New Automotive a publié l'édition 2024 de son rapport annuel « price parity » comparant le prix des véhicules 100% électriques à celui des véhicules thermiques. Selon l'étude, le prix d'achat des véhicules électriques neufs « est en train de baisser rapidement », s'approchant de la parité : le coût initial moyen d'un nouveau VE n'est supérieur que de 12 % à celui de son équivalent à essence, ce qui est « bien inférieur à l'écart de 50 % fréquemment évoqué ». Dans 55 % des scénarios testés, l'étude a révélé qu'un VE amortirait tout coût initial supplémentaire en 2,5 ans au maximum, et dans 30 % des scénarios, la période d'amortissement serait inférieure à un an.

Outre le prix d'achat, les automobilistes qui achètent un véhicule électrique peuvent s'attendre à économiser au moins 3 000 livres sterling au cours des quatre prochaines années - et potentiellement jusqu'à 7 000 livres sterling - en raison de la baisse des prix de recharge, des coûts d'entretien et des exonérations fiscales.

Pour parvenir à ses conclusions, New AutoMotive a évalué le prix initial de sept VE courants disponibles sur le marché britannique et leurs coûts d'exploitation prévus - y compris le ravitaillement et la recharge, l'entretien et les taxes - et a comparé les résultats avec leurs équivalents thermiques dans différents scénarios.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.  
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

[pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr), [karine.maillard@dgtresor.gouv.fr](mailto:karine.maillard@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie), Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : [londres@dgtresor.gouv.fr](mailto:londres@dgtresor.gouv.fr)